

INTRODUCTION

**LA POLITIQUE ETRANGÈRE
DES ETATS-UNIS EN 2002**

PAR

GUILLAUME PARMENTIER (*)

Toutes les attitudes politiques des Américains en 2002, sur le plan intérieur comme sur celui de la politique internationale, ont été dominées par les événements du 11 septembre 2001. Plus qu'un choc, la nation américaine a ressenti quelque chose de comparable à un viol de son intégrité territoriale, frappant non seulement l'État, mais aussi la société américaine dans son ensemble. Se percevant comme une nation innocente et même altruiste, elle a eu l'impression d'être frappée sans préavis ni raison par des terroristes. La haine manifestée à l'égard de l'Amérique par les auteurs de ces meurtres de masse a paru non seulement injustifié, mais surtout incompréhensible. Ces événements ont donc naturellement bouleversé de fond en comble la perception de l'étranger aux Etats-Unis. Les Européens ont mal saisi à quel point la vaste majorité des Américains a ressenti une coupure entre l'avant – et l'après-11 septembre. On ne peut pourtant pas comprendre la politique étrangère des Etats-Unis depuis lors sans cette clef indispensable. Certes, l'isolationnisme traditionnel, celui qui ignorait l'étranger, a perdu toute crédibilité : personne ne peut plus aujourd'hui prétendre que les événements internationaux sont indifférents dans leurs conséquences à la société et à la démocratie américaines. En revanche, comme le relèvent de nombreux sondages effectués en 2002 aux Etats-Unis, le reste du monde est perçu par une majorité d'Américains comme source de problèmes. La tradition de méfiance à l'égard des *foreign entanglements* est revenue sur le devant de la scène.

Naturellement, cet état d'esprit n'a pas manqué d'avoir un effet considérable sur la politique étrangère menée par les Etats-Unis depuis le 11 septembre. C'est bien une « guerre » que les Etats-Unis ont lancée contre le terrorisme, et cette guerre domine l'attitude de l'Amérique à l'égard du monde. Certes, cette « guerre » n'en est pas tout à fait une : depuis la chute du régime des Talibans, il ne s'agit que d'une guerre larvée. En outre, la définition du « but de guerre » poursuivi par les Etats-Unis laisse à désirer : s'il

(*) Directeur du Centre français sur les Etats-Unis à l'Institut Français de Relations Internationales (IFRI) et professeur associé à l'Université Paris II-Panthéon-Assas.

était relativement facile de l'emporter face aux Talibans, s'il est possible de gagner une guerre contre Al Qaïda, il n'est probablement pas raisonnable de prétendre gagner une guerre contre la « terreur » comme elle est pourtant définie par les autorités américaines, ni même contre le terrorisme, parce que celui-ci peut frapper à peu de frais des objectifs civils qui ne pourraient être protégés complètement qu'au prix d'une restriction des libertés civiles que le peuple américain n'est évidemment pas prêt à accepter.

Depuis le 11 septembre, l'Administration Bush a parfaitement su saisir l'état de l'esprit public du pays en augmentant tous azimuts les instruments de défense des Etats-Unis. Contrairement à ce que pensaient beaucoup d'observateurs européens, l'effet du 11 septembre n'a pas consisté à calibrer les moyens de défense des Etats-Unis pour leur permettre d'éviter la répétition de tels attentats. Au contraire, ce sont tous les moyens de défense, y compris ceux dont la pertinence était contestable face aux dangers nouveaux, qui se sont vus augmenter. Le budget militaire des Etats-Unis, y compris celui de la *missile defense*, a crû dans des proportions inconnues depuis la première Administration Reagan. La sécurité intérieure (*Homeland Security*) a été complètement réorganisée, les Républicains ayant accepté à partir de l'été une restructuration fondamentale du gouvernement et de la bureaucratie pour créer un Département unique chargé de ces questions. La mention de mots tels que « sécurité » ou « défense » assure, depuis le 11 septembre, un financement certain aux administrations ou aux membres du Congrès qui les réclament (1).

Cependant, cette mobilisation de moyens n'a pas permis d'atteindre certains objectifs présentés comme prioritaires par le Président Bush lui-même. Ben Laden, pourtant voulu « *mort ou vif* » par G. Bush, n'a pas été mis hors d'état de nuire. Le réseau Al Qaïda fonctionne encore, comme en ont témoigné plusieurs attentats meurtriers et spectaculaires de par le monde au cours de l'année 2002. Cependant, le déplacement des termes du débat sur la sécurité des Etats-Unis, à partir de l'été 2002, fournit une illustration parfaite de l'instrumentalisation de l'esprit public américain par l'Administration Bush. Le journaliste Bob Woodward, dans son *Bush at War* (2), rappelle que la décision de réduire Saddam Hussein date de l'origine de l'Administration, et que le 11 septembre en a, en fait, retardé l'exécution. L'insatisfaction ressentie par beaucoup d'Américains en ce qui concerne l'issue de la « guerre » contre le terrorisme a permis aux tenants d'une ligne dure vis-à-vis de Saddam Hussein de présenter la défaite de Saddam Hussein, non comme une victoire contre le terrorisme, ce dont l'opinion américaine n'a jamais été convaincue, mais comme une contribution à la lutte, plus nécessaire que jamais après le 11 septembre, contre les ennemis des Etats-Unis. Cependant, la décision du Président Bush de placer cette opération dans le

(1) Cf. ci-dessous l'article d'Anne C. Richard.

(2) Knopf, New York, 2002.

cadre d'un mandat donné par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, annoncée à l'ONU le 11 septembre 2002 et qui a constitué une victoire du Secrétaire d'Etat Powell contre ces « durs », démontre que l'obsession de la sécurité caractéristique des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001 a tout de même des limites. C'est dans un cadre multilatéral qu'une Administration pourtant marquée par le désir impérieux de défendre coûte que coûte l'intérêt national des Etats-Unis a accepté de s'enserrer pendant plusieurs semaines, pour aboutir à la résolution 1441 des Nations Unies. A la fin de 2002, la question demeurait ouverte de savoir si l'Amérique avait été frappée par les attentats du 11 septembre au point de mettre fin à la méthode multilatérale qu'elle a si largement contribué à apporter au monde.